

# Départ difficile pour les étudiants de milieu rural

Par manque d'argent et d'information, les jeunes sont souvent freinés dans leur envie d'étudier hors de leur région

Que la campagne est belle? Blandine a 17 ans, elle est en terminale S au lycée Jacques-Monod, ancien couvent des Barnabites situé dans la ville médiévale de Lescar, elle-même posée sur un promontoire rocheux, non loin de Pau, dans le Béarn (Pyrénées-Atlantiques). Depuis la 2<sup>de</sup>, elle est interne: ses parents habitent à plus de quarante-cinq minutes, à Izeste, dans la vallée d'Ossau. «Je pensais faire un bac ST2S [sciences et technologies de la santé et du social]. Je n'avais aucune confiance en moi et, finalement, mes profs m'ont dit que je pouvais aller en filière générale.» Une fois bachelière, elle se voit entrer en licence de physique-chimie puis, peut-être, devenir professeure des écoles. Une chose est sûre: Blandine ira à l'université de Pau, pas plus loin. «Ma famille me manque beaucoup. Je ne voyage pas souvent, je ne pars jamais en vacances, à Paris j'aurais trop peur d'être perdue.» Autocensure? Manque d'information? Barrières financières? Blandine pourrait cocher toutes les cases d'un questionnaire à choix multiples portant sur les freins à la mobilité chez les jeunes des petites villes ou des campagnes.

Dans ces territoires, les jeunes sont confrontés à une «injonction à la mobilité» comme condition de la réussite individuelle, analyse Yaëlle Amsellem-Maigny, sociologue à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), auteure d'une enquête sur ce sujet avec Sacha Voisin. Lorsqu'on est parisien, cela signifie partir à l'international. Quand on vient d'une ville moyenne, cela veut dire aller à la capitale. «Sauf que les coûts sont pluriels pour les jeunes ruraux. Le mur à sauter est bien plus haut. Dans le discours ambiant, tu passes à côté de ta vie si tu ne cherches pas à expérimenter autre chose. Derrière cela, la violence est réelle pour ceux qui auraient pu y aspirer et ne l'ont pas fait.»

## «Démystifier les cursus longs»

En France, 60 % des jeunes vivent dans ces territoires que forment les espaces ruraux et les villes petites et moyennes. A l'entrée dans l'enseignement supérieur, six bacheliers sur dix choisissent une formation dans une autre zone d'emploi que celle où ils étudiaient en terminale. «Les différences sont marquées entre les territoires», souligne l'Insee dans une publication parue en janvier. Cette mobilité dépend de la diversité de l'offre locale de formation. Elle varie aussi selon l'origine sociale des jeunes qui joue sur les résultats scolaires, la série de baccalauréat ou la mention obtenue, la connaissance des filières postbac et les aspirations des jeunes.»

Retour à Lescar. Blandine assiste à une intervention de l'association Du Béarn aux grandes écoles dans la salle polyvalente du lycée. Quatre étudiants béarnais sont venus témoigner afin de «démystifier les cursus longs et sélectifs». Ecole d'ingénieurs à Toulouse, magistère d'urbanisme à la



ANNA WANDA GOGUSEY

Sorbonne, école de commerce à Nantes, Sciences Po Paris... Le panel est diversifié, le message est unanime: «Vous aussi, vous pouvez avoir l'ambition de faire de belles études.»

Du haut de ses 2,05 mètres et de ses 18 ans, Guillaume Duthéil, le cofondateur de l'association, motive les troupes: «La province aussi, c'est l'élite française! Regardez Pierre Bourdieu, il vient du Béarn et c'est un des plus grands sociologues du XX<sup>e</sup> siècle. Il a eu du mal en arrivant à Paris avec son accent. Nous aussi, on peut se dire qu'on est au-dessus du lot!»

En aparté, le jeune homme affirme ne pas vouloir ressembler à un «professionnel de l'égalité des chances». «On veut rester spontanés et montrer qu'on a tout en commun avec ces lycéens, dit-il. On n'est pas des extraterrestres, d'ailleurs on ne vient pas en costume-cravate. La seule

**« En terminale, mes professeurs me disaient: "Paris, mais pourquoi? Tu seras très bien en prépa à Bayonne!" »**

**Laura Maspeyrat**  
originaire d'Anglet  
(Pyrénées-Atlantiques)  
étudiante à Science Po

chose qu'ils pourraient regretter, c'est de ne pas essayer.»

Maha Aglilaha a tenté. Son parcours contredit toutes les probabilités. Nous la rencontrons dans sa ville, au Musée basque de Bayonne, à l'occasion de sa première conférence pour l'association Du Béarn aux grandes écoles. Titre: «Et si on osait Sciences Po?» A 18 ans, elle-même vient d'y entrer, à Paris, parallèlement à des études en lettres à la Sorbonne. Sa mère, qui la soutient beaucoup, ne travaille pas. Son père, Marocain, est employé dans une boutique d'artisanat andalou, à Grenade, en Espagne. «La première fois que j'ai entendu parler de Sciences Po, j'étais en 1<sup>re</sup>. On m'a juste dit que c'était une école de politique à Paris. J'ai su que c'était mort, car réservé à une élite et bien trop cher pour moi. Alors quand j'ai appris que c'était gratuit pour les boursiers, j'ai eu un vrai déclic.» Sur

Parcoursup, elle va jusqu'à oser faire des vœux pour les plus grandes prépas parisiennes. «J'avais honte d'en parler à ma classe, peur de paraître hautaine», se souvient-elle. Elle est acceptée partout.

Aujourd'hui, Maha vient rendre la pareille en binôme avec Laura Maspeyrat, 22 ans, originaire d'Anglet et ancienne interne d'un lycée à Saint-Jean-de-Luz, désormais en master 2 à Sciences Po. «Il y a tout juste un an, j'étais à votre place dans cette salle», s'émeut Maha, expliquant tour à tour aux parents et à leur progéniture les modalités d'accès, les campus délocalisés, les doubles diplômes...

«Ne vous découragez pas! Et ne vous censurez pas non plus par rapport à l'argent, des tas de dispositifs existent», martèle l'étudiante, qui vit à Paris dans une résidence universitaire avec, chaque mois, une bourse du centre régional des œuvres universitaires et

scolaires (Crous) de 500 euros, une bourse de Sciences Po de 300 euros et une bourse au mérite de 100 euros. Et un dernier coup de pouce de 6000 euros, versés sur deux ans, mis en place par l'association Du Béarn aux grandes écoles avec le financement d'entrepreneurs locaux.

Laura Maspeyrat, sa marraine au sein de l'association, n'a pas eu cette chance. Ses parents, qui n'ont pas non plus fait d'études supérieures, consentent encore à «des sacrifices énormes». Elle s'est aussi battue contre certains de ses professeurs, qui avaient donné un avis défavorable à ses candidatures parisiennes: «Ils me disaient: "Paris, mais pourquoi? Tu seras très bien en prépa à Bayonne!" J'étais à la marge.» Entre les lignes, la jeune femme dénonce un attachement tel au territoire qu'il condamne toute tentative de détachement.

## «C'est un piège de rester»

Bixente Etchechabarreta a fondé l'association Du Béarn aux grandes écoles en 2013 – avant qu'elle ne fasse des petits dans le Béarn, l'Yonne, la Loire ou la Moselle. Originaire d'Ixassou, à quarante-cinq minutes de Saint-Jean-Pied-de-Port, cet autre diplômé de Sciences Po, premier bachelier de sa famille, lutte contre «un poison, très répandu au niveau national, affirmant que si j'étudie trop je ne pourrai jamais revenir dans ma région». Ses parents habitent dans la montagne, dans une zone blanche. Il précise: «Je ne veux pas faire pleurer dans les chaumières! Grandir ici est une chance inouïe, on y trouve une solidarité forte, des paysages somptueux.»

A 30 ans, Bixente continue néanmoins de s'inquiéter pour l'économie de sa région, tournée vers un modèle touristique et des emplois saisonniers peu qualifiés: «C'est un piège de rester. Il est essentiel d'agir pour élever le niveau de formation et démocratiser les cursus les plus cadencés: les jeunes doivent partir, puis rentrer et restituer chez eux ce qu'ils ont appris.» Désormais auditeur à la Caisse des dépôts, il travaille spécifiquement à la revitalisation des territoires. Etre né quelque part, ce n'est pas toujours un hasard. ■

LÉA IRIBARNEGARAY

## A Autun, un «campus connecté» pour pouvoir rester «à la maison»

ILS CONNAISSENT LE PAYSAGE par cœur. Leur rentrée s'est faite à deux pas des usines les plus emblématiques de chez eux – Tolix, qui fabrique chaises et tabourets en métal coloré depuis 1935, et Dim, qui tisse ici ses derniers bas et collants made in Bourgogne. C'est bien sur une zone industrielle, le parc d'activités de Saint-Andoche, à Autun (Saône-et-Loire), que ces onze étudiants vont goûter aux études supérieures. Plutôt que la «grande» ville universitaire – Dijon, Lyon ou Paris –, ils ont préféré l'option la plus proche du domicile familial. Depuis le 16 septembre, ces jeunes habitants du Morvan, en plein dans la «diagonale du vide», sont les cobayes d'un des treize campus connectés labellisés cette année par le ministère de l'enseignement supérieur, avant de passer à cent d'ici à 2022.

L'idée est simple: dans les villes éloignées des centres universitaires, proposer une formation à distance à ceux qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas, prendre le large après le bac. Le tout dans un lieu physique, avec un encadrement quotidien.

A Autun, le «coach» à temps plein s'appelle Fabrice Daviot: ancien de la mission locale, il n'est certes pas enseignant, mais connaît bien la jeunesse du territoire. Il devrait être épaulé une journée par semaine par un professeur de l'université de Bourgogne, dont la discipline variera selon les besoins de chacun. Pour cette première année – subventionnée à hauteur de 50000 euros par l'Etat et de 10000 euros par la mairie –, les locaux de l'association AMDF (pour Autunois Morvan Développement Formation) sont mis à disposition par la ville.

### Epaulé par un professeur d'université

Dans l'open space encore à moitié décoré, entre les photos en noir et blanc et les murs immaculés, les postes de travail se font face. Six étudiants entament leur première année de BTS avec le Centre national d'enseignement à distance (CNED), les cinq autres leur licence 1 à Paris-II-Panthéon-Assas, Caen-Normandie et Clermont-Ferrand, par le biais des services d'enseignement à distance des universités.

Avec des effectifs réduits et la possibilité d'aller à son rythme, le format présente de réels avantages pour certains. Dyslexique, dyspraxique et dysorthographique, Simon Barbier, 22 ans, est ravi de ne pas être noyé dans une promo entière. Après un bac S et deux échecs en licence 1 de Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives) au Creusot, il a travaillé une année chez McDonald's. Aujourd'hui, il commence un BTS en diététique et continue McDo en contrat étudiant, avec des horaires plus adaptés, de 19 heures à 22 heures.

Dans la ville fortifiée d'Autun, le maire, Vincent Chauvet, l'édile le plus jeune de Saône-et-Loire – il est né en 1987 –, cherche à enrayer le déclin démographique. «On va pouvoir réanimer les bars, remplir les cinémas et les clubs de sport, se félicite-t-il. Mais il ne s'agit pas d'assigner ces jeunes à résidence, ni de dissuader ceux qui sont prêts à partir. Le campus connecté représente juste une offre en plus, pour ceux qui n'ont pas le choix.» ■

L. IR.



## L'EMPIRE AMÉRICAIN

Un hors-série Le Monde - 156 pages - 12€

Chez votre marchand de journaux et sur [Lemonde.fr/boutique](http://Lemonde.fr/boutique)